

Les communistes proposent :

Le 19 novembre 2005, rassemblons-nous et bousculons la politique

Dans tout le pays vont se tenir, à l'initiative des communistes et d'autres, des «forums-programme» ouverts à tous ceux qui veulent que ça change : hommes et femmes, militant-e-s et organisations politiques, syndicales et associatives qui le souhaiteront. Il s'agira, dans le plein respect de nos diversités d'opinions et de parcours militants, de construire ensemble un programme politique pour une véritable alternative de progrès social et démocratique. Chacun-e y aura des droits égaux pour proposer et décider. Pour sa part, le Parti communiste verse ses propositions au débat.

Dans chacun de ces forums, nous proposons que s'inscrivent celles et ceux qui seront délégué-es au grand rassemblement national qui pourrait se tenir le 19 novembre prochain à Paris. Ce serait l'occasion de rendre public le programme politique vraiment à gauche auquel nous aurons travaillé ensemble d'ici-là. Et, par la présence de milliers de femmes et d'hommes de sensibilités diverses, de donner une dimension et une visibilité nationales à cette démarche radicalement nouvelle d'intervention populaire en politique.

En bousculant la politique le 19 novembre 2005, nous ferons naître l'espoir d'un véritable changement. Ensemble, nous pouvons créer une dynamique capable de changer la donne politique dans notre pays.

LA POLITIQUE APPARTIENT À CHACUN-E : TOUS ENSEMBLE, PRENONS-LA EN MAIN !

**POUR PARTICIPER AUX FORUMS QUI ONT LIEU DANS TOUTE LA FRANCE ET À L'ÉLABORATION DU PROGRAMME, TÉL. : 01 40 40 13 91
E-MAIL : CONSTRUIREENSEMBLE@PCF.FR
RENDEZ-VOUS SUR LE :
WWW.CONSTRUIREENSEMBLE.PCF.FR**

ENSEMBLE, construisons nous-mêmes un programme pour changer vraiment la vie

La politique est malade

Cela fait 25 ans que les Françaises et les Français expriment leur mécontentement à chaque élection nationale en sortant «des sortants». Et pourtant, elles, ils n'arrivent pas à se faire entendre. Les richesses que leur travail permet de produire augmentent, mais elles, ils n'en voient jamais la couleur. Depuis des années, les gouvernements successifs leur expliquent que les retraites, la santé, le «social» coûtent trop cher, qu'il faut travailler plus et gagner moins. Depuis des années, chômage, précarité et bas salaires s'étendent au point que la différence est de moins en moins claire entre les politiques des gouvernements de droite et de gauche. L'abstention devient massive dans les milieux populaires.

Il est urgent de sortir de la spirale dangereuse qui fait se succéder alternance à gauche, déception et retour d'une droite plus dure encore, au risque des pires dangers. Il faut ouvrir une réelle alternative au libéralisme permettant de répondre aux aspirations populaires, de redonner efficacité, et donc sens, à la politique et de battre ainsi durablement la droite.

Bousculons la politique pour que le peuple prenne les choses en mains

Il faut pour cela que la gauche, toute la gauche arrive à dépasser ses divisions pour se rassembler sur un programme politique rompant enfin avec le libéralisme. Nous avons fait l'expérience, avec la «gauche plurielle», que le tête-à-tête au sommet entre états-majors de partis n'avait pas permis d'infléchir suffisamment l'orientation générale de la gauche. C'est pourquoi les communistes, avec d'autres, proposent que le peuple s'en mêle directement, dans un sens autogestionnaire. Puisque la politique se coupe du peuple, il faut bousculer la politique pour que le peuple prenne les choses en main.

Dans ce sens, le Parti communiste lance un appel à toutes les femmes, tous les hommes, tous les militant-e-s syndicalistes, associatifs, féministes, écologistes, altermondialistes, toutes les forces de gauche et de progrès. Partout, notamment dans les entreprises et les quartiers populaires, organisons des forums citoyens pour définir un programme politique répondant aux besoins et aux aspirations populaires. Décidons en commun, à égalité de droits, des objectifs que nous voulons nous donner ; identifions les obstacles ; définissons les moyens de les surmonter. Luttons ensemble sur ces bases : pour résister dès maintenant au rouleau compresseur de la droite ; pour rendre dès maintenant incontournables de grandes exigences populaires ; pour ouvrir à notre peuple, dès 2007, une véritable alternative politique.

Bref, mettons toutes les questions politiques entre les mains du peuple lui-même ; construisons nous-mêmes un programme politique ; lançons une dynamique pour faire bouger toute la gauche.

Avant ou après les élections : une démarche permanente

Mais ne nous arrêtons pas là. Faisons de cette démarche de démocratie participative une nouvelle dimension de la vie politique, de la citoyenneté. On a vu ce qu'il en était des promesses : personne n'en est avare quand il s'agit de gagner des voix. Alors, poursuivons notre démarche si la gauche bat la droite et revient au pouvoir : faisons de ces forums citoyens le moyen permanent de mettre la politique sous contrôle des salariés et des citoyens. Ainsi, nous redonnerons dignité et légitimité à la politique. Nous susciterons une dynamique populaire qui rendra possible une profonde transformation de notre société dans le sens de la justice sociale et de la démocratie.

27

OBJECTIFS POUR UN PROGRAMME POLITIQUE RÉSOLUMENT À GAUCHE

Chômage : dépasser cet archaïsme par une «sécurité d'emploi ou de formation»

A nouveau, notre peuple subit le développement d'un chômage massif qui ravage la vie de millions de femmes, d'hommes et de familles, et pourrit la société. Les employeurs prennent prétexte des progrès technologiques, des changements rapides dans la production, pour exiger la casse du Code du travail et de la sécurité de l'emploi. Ce sont des choix antisociaux, et à courte vue. Il est au contraire possible d'aller vers la disparition de toutes formes de chômage et de précarité en conciliant sécurité de vie, hausse des qualifications et efficacité. Nous proposons pour cela :

Un système de Sécurité d'emploi ou de formation assurant à chacun-e un emploi, ou une formation pour revenir par la suite à un meilleur emploi, avec une garantie de bons revenus et de droits. Cela implique un progrès majeur du Code du travail, qui fera l'objet d'une concertation nationale pour mettre en place et étendre graduellement :

- ▶ **De nouveaux types de contrats de travail**, garantissant à tous les salarié-e-s, en cas de perte de leur emploi, un droit à formation avec maintien du revenu.
 - ▶ **De nouvelles institutions**, avec de nouveaux pouvoirs des salarié-e-s pour organiser le passage sans chômage d'un emploi à un autre ou d'un emploi à une formation, en vue d'un meilleur emploi.
 - ▶ **Un financement fondé** sur des concours publics contrôlés, une modulation des cotisations patronales (bonus/malus) selon les efforts réels pour l'emploi, la formation, les salaires, et le développement du crédit à très bas taux pour les investissements utiles créateurs d'emplois.
- Une nouvelle loi sur la formation professionnelle mobilisant les moyens de l'État des régions et des entreprises au service de l'application d'un droit pour tous à une élévation continue de la qualification.

Des mesures immédiates contre les licenciements et la précarité :

- ▶ **Améliorer la situation des chômeurs :**
- ▶ Revaloriser les taux d'indemnisation du chômage ;
- ▶ **Suppression du PARE** ; nouvelle convention UNEDIC et coopération avec l'ANPE et l'AFPA augmentant les moyens alloués au retour à l'emploi avec des formations choisies.

Lutter contre l'insécurité de l'emploi :

- ▶ Droit d'obtenir des moratoires suspensifs des décisions de licenciements, délocalisation ou restructuration, débouchant sur une table-ronde prenant en compte les propositions alternatives des salariés, et de leurs organisations représentatives, permettant pour chacun-e le maintien dans un emploi modernisé, ou un bon reclassement, sans passage par le chômage ;
- ▶ Loi organisant les **pouvoirs des comités d'entreprises**, représentants du personnel et élus territoriaux pour

contribuer à la **prévention des difficultés** d'emploi et intervenir sur les choix stratégiques de l'entreprise.

Transformer les emplois précaires en emplois stables :

- ▶ **Plan pluriannuel** de résorption de l'emploi précaire - dont les femmes sont les premières victimes - et du chômage, avec des objectifs annuels chiffrés ;
- ▶ Mesures pour interdire le temps partiel imposé ;
- ▶ **Pénalisation des employeurs qui précarisent** par une modulation des cotisations ;
- ▶ **Lutte déterminée** contre les abus du recours à l'intérim ou aux CDD ;
- ▶ **Plafonnement du droit de recours à l'emploi précaire** à 5% de l'effectif de l'entreprise et avec des conditions très restrictives (permettant la titularisation de trois quarts des salariés précaires) ;
- ▶ Définition d'un **statut de transition** assurant notamment la sécurité de revenu et le droit à formation pour permettre de sortir de la précarité ;
- ▶ Des fonds régionaux pour l'emploi et la formation.

Pauvreté : mettre fin à un scandale

100 000 SDF ; 1,5 million de ménages pauvres - avec 2 millions d'enfants - dans les zones urbaines les plus démunies ; un nombre croissant de «travailleurs pauvres» : cette «nouvelle pauvreté» est un scandale dans un pays aussi riche et développé que le nôtre. Y mettre fin relève de la volonté politique. Il faut y consacrer les moyens nécessaires.

- ▶ **Un plan d'urgence pour le logement des sans-abri**, usant si nécessaire du droit à la réquisition ; interdiction des expulsions et des coupures d'eau, de gaz et d'électricité ; résorption de l'habitat insalubre ; mise hors la loi des marchands de sommeil ; garantie pour

- tous d'accéder à un logement décent quel que soit son niveau de revenus ;
- ▶ **Le relèvement systématique des revenus des plus démunis** : aucun foyer ne doit vivre en dessous du seuil de pauvreté défini par l'Insee ;
- ▶ **Un plan national de protection des enfants** dans des situations de pauvreté (alimentation, santé, éducation, accès aux loisirs et aux vacances...) ;
- ▶ **Accès ou retour à l'emploi** par l'accompagnement et la formation.

Salaires, pouvoir d'achat populaire : un relèvement massif

En dix ans, les profits sont passés de 26% à 34% du PIB : + 162 milliards d'euros pour la seule année 2003 ! Et le pouvoir d'achat populaire, les dépenses socialement utiles ont baissé d'autant ! C'est insupportable. Et cela plombe la croissance en étouffant la demande. Il faut prendre le chemin inverse : par la mise à contribution des profits et des revenus financiers ; par la mobilisation sélective du crédit en faveur de l'emploi :

Des augmentations immédiates :

- ▶ Porter et unifier le SMIC à 1 400 euros (brut) par mois pour 35 heures, aucun minima de branche ne lui étant inférieur ;
- ▶ Revaloriser le traitement des fonctionnaires de 5% pour récupérer l'intégralité de la perte de pouvoir d'achat subie depuis 2000 ;
- ▶ Revaloriser fortement les minima sociaux et les indemnités des chômeurs, tous les minima sociaux étant portés au dessus du seuil de pauvreté ;
- ▶ Immédiatement, versement de 300 euros pour les foyers modestes et moyens, financés par une contribution des revenus financiers des entreprises.

Relever les pensions de retraites :

- ▶ Abrogation de la loi Fillon ;
- ▶ Droit à retraite complète à 60 ans avec 37,5 années de cotisations ;

- ▶ Fixer la retraite à 75% des dix meilleures années ;
- ▶ Faire cotiser les revenus financiers des entreprises, au même taux que les salaires.

Faire de l'emploi, des salaires et des qualifications un objectif politique permanent :

- Chaque année, une «Conférence nationale pour l'emploi et la formation, les salaires et les qualifications», préparée par des Conférences régionales, aura pour objectifs :
- ▶ De proposer les mesures visant à éradiquer la précarité et les «emplois pauvres» ;
 - ▶ D'impulser une **progression des salaires** ainsi que l'augmentation des dépenses des entreprises pour la formation ;
 - ▶ De stimuler la reconnaissance des qualifications et de l'expérience professionnelle dans les rémunérations ;
 - ▶ De favoriser l'**égalité professionnelle femmes/hommes** ;
 - ▶ De relancer la réduction du temps de travail pour multiplier le nombre des postes de travail.

Egalité des femmes et des hommes : prendre enfin des mesures efficaces

Le féminisme est une dimension centrale de l'émancipation humaine. Comme on a commencé de le faire avec la parité, il faut en tous domaines passer des déclarations d'intention à des mesures efficaces et contraignantes si besoin.

Faire respecter l'exigence d'égalité :

- ▶ «A travail égal, salaire égal» : mise en place dans chaque entreprise d'une commission chargée de contrôler l'égalité véritable des femmes face à l'embauche, aux salaires, à la promotion, au temps plein et à la formation continue ;

Cette fois-ci, se donner tous les moyens de réussir

La gauche a exercé le pouvoir trois fois depuis 1981 ; et trois fois elle a déçu et a été sanctionnée. Pour réussir, elle doit donc s'en donner les moyens. Il faut pour cela :

- ▶ Donner plus de pouvoirs au peuple lui-même, par une démocratie participative qui permette aux citoyens de se faire entendre en permanence ;
- ▶ Développer des droits et des pouvoirs d'intervention des salariés, afin qu'ils puissent faire respecter leurs intérêts et ceux de l'entreprise contre les logiques purement financières des actionnaires ;
- ▶ Faire reculer la domination des marchés financiers, et mettre la monnaie et le crédit au service des investissements utiles, de l'emploi et de la formation ;
- ▶ Agir pour réorienter la construction européenne, afin que l'Europe serve désormais la justice sociale, la démocratie et la paix ;
- ▶ Mettre tout le poids et le rayonnement de la France au service d'un nouvel ordre économique mondial, favorisant les coopérations contre les logiques de guerre économique et de domination.

Droit à la ville, droit à la mobilité

Dans une société aux équilibres rompus par la marchandisation effrénée de tous les secteurs de l'activité humaine, il est indispensable de définir et conforter, afin de les rendre intangibles, des droits fondamentaux : au logement, à la mobilité, à la beauté. Actuellement, la grande majorité des habitants résident en ville, soit par choix, soit par contrainte. La ville est frappée par les dominations, les oppressions de toutes sortes. Les inégalités territoriales sont flagrantes. Tous les domaines de l'activité humaine, les facteurs de son développement et de

son épanouissement s'y concentrent pourtant. La ville ne peut se transformer en grande braderie permanente où tout serait à vendre ou à acheter, où les personnes humaines seraient réduites à leur potentiel financier. La gratuité des transports urbains, le désenclavement de tous les quartiers, l'accès au rail sont des facteurs de vie démocratique et de protection de l'environnement. Comme pour le droit au travail, il est indispensable aujourd'hui de penser un droit à la ville, basé sur les principes républicains de liberté, égalité fraternité.

- ▶ **Parité en politique** : adoption d'un statut de l'élu(e) ; mesures réellement contraignantes pour appliquer et généraliser la loi sur la parité ;
- ▶ Égalité d'accès au pouvoir et aux responsabilités dans toute la société ;
- ▶ Enseigner l'histoire des femmes et du mouvement féministe ;
- ▶ Favoriser partout la mixité en s'opposant à tout ce qui divise ou sépare.

Garantir le droit à une maternité voulue :

- ▶ Contraception remboursée à 100% ;
- ▶ Programme de santé publique garantissant notamment le droit à l'IVG ;

Lutter contre toutes les formes de violence :

- ▶ Loi cadre pour développer les moyens de prévention et de poursuite des violences, y compris conjugales ;
- ▶ Plan de lutte contre la marchandisation des corps et l'esclavage moderne ;
- ▶ Lutte contre la prostitution, sans criminaliser les prostitué-e-s ;
- ▶ Garantir les droits des femmes migrantes conformément au droit français.

Jeunesse : de nouveaux droits

La jeunesse n'est pas respectée. Sur des questions essentielles pour son présent et son avenir, elle n'est pas consultée. Les jeunes sont les premières victimes de la précarité. Education, formation,

emploi, logement, transport, santé, culture, loisirs, la conquête de nouveaux droits doit être une priorité.

- ▶ Face à l'urgence, création d'une allocation mensuelle d'autonomie-formulation modulée en fonction des ressources des parents, d'abord pour les 20% de jeunes en formation et progressivement étendue ;
- ▶ Tarifs préférentiels pour les transports et l'accès à la culture.

Enfance : garantir les droits essentiels de chaque enfant

Les enfants sont les premières victimes des injustices sociales. Deux millions d'entre eux vivent dans la pauvreté. Beaucoup - mineurs isolés étrangers, enfants de parents sans-papier... - sont sans aucun droit. Il faut :

- ▶ Loi d'orientation créant un service public de la petite enfance et augmentation des allocations familiales ;
- ▶ Renforcer la protection des mineurs contre toutes les formes de violences ;
- ▶ Se donner les moyens de respecter la Convention internationale des droits de l'enfant ;

- ▶ Généralisation des systèmes d'accueil collectifs ou individuels pour la petite enfance ;
- ▶ Aide aux collectivités et associations pour la création d'activités périscolaires ;
- ▶ Création d'une dotation nationale pour les centres de vacances et de loisirs favorisant le développement de l'éducation populaire avec obligation de mettre en place le quotient familial ;
- ▶ Droit à la parole et à délibération y compris dans les milieux scolaires.

Handicapés : des droits pour vivre pleinement

Les personnes en situation de handicap doivent pouvoir accéder à une citoyenneté pleine et entière par les dispositions suivantes :

- ▶ Adopter une définition du handicap reconnue par l'OMS et les recommandations européennes permettant de prendre en compte les besoins des personnes en situation de handicap dans leur environnement spécifique ;
- ▶ Instaurer une allocation compensatrice universelle de la perte d'autonomie dans le cadre d'un cinquième risque au sein de notre dispositif de Sécurité sociale ;
- ▶ Porter l'Allocation Adultes Handicapés au niveau du SMIC ;
- ▶ Garantir un accès à l'emploi par une action volontariste et contrôlée auprès des entreprises et une politique d'insertion soutenue ;
- ▶ Planifier et financer l'accessibilité aux équipements et aux transports et programmer les solutions alternatives dans les cas d'impossibilités techniques ;
- ▶ Renforcer les moyens, particulièrement les effectifs d'accompagnement, de l'Éducation nationale, des universités et des services spécialisés pour une scolarité pleine et entière des enfants en situation de handicap ;
- ▶ Développer sur 5 ans les places en établissements permettant à chaque personne en situation de handicap, quel que soit son âge, de bénéficier d'une structure adaptée à ses besoins.

Services publics : le choix de l'égalité et de la solidarité

Nos concitoyens font l'expérience, comme d'autres peuples en Europe et dans le monde, des conséquences de la vague libérale : aggravation des inégalités, risques majeurs pour la sécurité et l'environnement... Nous défendons le principe d'une responsabilité publique nationale sur les biens et services essentiels, pour lesquels l'égalité d'accès et de traitement, la solidarité et la sécurité collective doivent prévaloir : énergie, transports, éducation, culture, santé, logement, poste et télécommunications, eau...

- ▶ Revenir sur les privatisations ;
- ▶ Démocratiser et moderniser les services publics ;
- ▶ Développer des pôles publics d'impulsion et de coopération dans de nouveaux secteurs aujourd'hui malades de la financiarisation : eau, traitement des déchets, industrie culturelle, audiovisuel, médicaments... développer et créer de nouveaux services publics à l'échelle nationale et européenne (ex : Agence européenne de l'énergie) ;
- ▶ Préserver les services publics des accords sur la concurrence internationale (AGCS) et européenne en les excluant du secteur marchand ;
- ▶ Engager des plans concertés pluriannuels audacieux de recrutement d'agents publics de l'Etat, des collectivités locales, des entreprises publiques, pour faire face aux départs à la retraite et aux besoins, avec revalorisation des professions (qualification, rémunération).

35 heures : réussir la réduction du temps de travail

La réduction du temps de travail répond à un besoin humain de liberté. C'est un processus historique lié à l'augmentation de la productivité du travail. Depuis des décennies, le patronat s'accapare la quasi totalité des progrès de productivité. L'idée qu'il faudrait «travailler plus» et «abaisser le coût du travail» est un de ses combats majeurs. Il a ainsi obtenu du gouvernement de Lionel Jospin une très large dénaturation des 35h00. Nous proposons de reprendre cette réforme pour la réussir et de la poursuivre :

- ▶ Annuler les mesures Raffarin ;
- ▶ Fixer la durée légale du travail à 35h00 tout de suite pour toutes les entreprises, avec des mesures d'aide aux PME ;
- ▶ Conjuguer la RTT avec la création d'emplois, ainsi que l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

10 Santé : une priorité vitale

Parce qu'il n'y a pas de bien plus précieux que la santé, elle ne doit pas être une marchandise. Les inégalités doivent être combattues. Les progrès scientifiques peuvent permettre aujourd'hui à tous d'accéder à un haut niveau de santé. Il faut s'en donner les moyens avec une grande réforme du système de la santé et de la protection sociale :

- ▶ Annuler la réforme Douste-Blazy qui instaure une médecine à deux vitesses et ouvre la voie à la privatisation de la Sécu ;
- ▶ Donner la priorité à la prévention ; aller vers le remboursement à 100% par la Sécu ;
- ▶ Arrêter la casse de l'hôpital public et lui donner les moyens de son développement en formant et en embauchant les personnels médicaux et paramédicaux nécessaires : 9 300 médecins et 40 000 infirmières par an ;
- ▶ Créer un pôle public et citoyen du médicament afin de combattre les logiques financières dans ce domaine crucial ;
- ▶ Réorganiser l'ensemble du système de soins, notamment en développant les réseaux villes-hôpitaux et en donnant des droits nouveaux aux salariés, aux usagers et aux élus ;
- ▶ Démocratiser l'assurance maladie en confiant sa gestion aux assurés sociaux, lui donner de nouveaux moyens financiers par l'augmentation de la cotisation patronale et une cotisation additionnelle sur les revenus financiers des entreprises.

11 Logement : un droit garanti par un grand service public national

Avoir un toit est un droit essentiel dont personne ne doit être privé, en aucun cas. Pour en assurer le respect, il faut créer un grand service public national du logement géré de façon décentralisée avec la participation des citoyen-ne-s.

Contre les privatisations : des entreprises publiques démocratisées

Depuis la guerre et la mise en place du programme du Conseil national de la Résistance, les entreprises publiques sont à l'origine des plus belles réussites industrielles françaises : EDF-GDF, SNCF, Airbus, Ariane... Et pourtant, les gouvernements successifs s'attaquent à elles depuis 25 ans en leur refusant les moyens de remplir leurs missions, puis en stigmatisant leurs insuffisances pour justifier leur privatisation.

Nous proposons à l'inverse de revenir sur les privatisations et de développer le secteur public en le modernisant et en le démocratisant. Les salariés, les élus et les usagers disposeront de droits et pouvoirs nouveaux d'intervention dans la gestion. Ces entreprises publiques, qui constitueront autant de leviers pour peser face au marché, bénéficieront d'un accès à de nouveaux financements émancipés du marché financier, grâce à la mise en place de crédits bancaires sélectifs favorisant notamment l'emploi et la formation.

Leur gestion sera soumise à des critères d'efficacité sociale visant à faire croître, non les profits et l'accumulation des capitaux, mais la valeur ajoutée disponible pour le développement des salariés et de toutes les populations.

Au cœur de tout, l'humain !

Contre les tenants du libéralisme qui veulent soumettre toutes les activités humaines aux lois de la concurrence, de la rentabilité et de la compétition nous voulons fonder la société de demain sur l'épanouissement des êtres humains, sur le développement de leur liberté contre toutes les discriminations et toutes les dominations, sur leur capacité à s'appropriier les cultures et les savoirs, sur leur volonté à prendre leur destin et celui de la société en main. Le bonheur est, pour l'individu, une idée neuve à conquérir ; du bonheur et rien d'autre !

Il a comme priorité la maîtrise du foncier et la lutte contre la spéculation, l'accès au logement des jeunes, la modération des loyers, la qualité de l'habitat. Dans ce cadre, nous proposons :

- Mise en place d'une sécurité sociale du logement, mutualisant et renforçant toutes les aides sociales et familiales afin de garantir à chacun-e, même en cas de difficultés financières et autres accidents de la vie, le maintien dans son logement et l'accès à un toit pour qui en est démuné ;
- Interdiction des expulsions et des coupures d'eau, de gaz et d'électricité ;
- Suppression du loyer après 30 ans de location dans le secteur public, lorsque les loyers cumulés représentent donc plus que la valeur du logement ;
- Organisation de l'hébergement d'urgence, notamment pour les femmes victimes de violences conjugales.

Ce nouveau service public sera financé par la mutualisation des crédits d'Etat, des fonds issus de la collecte du livret A gérés par le Réseau des Caisses d'épargne et la Caisse des dépôts et consignations, de la participation revalorisée des employeurs à l'effort de construction, par la mise à contribution du secteur bancaire et financier et la taxation des grandes entreprises du bâtiment et des travaux publics et de la promotion immobilière.

Ecole, université, recherche : investir en grand dans l'intelligence

A l'heure où la connaissance joue un rôle croissant dans la société, la qualité du système éducatif et de la recherche est l'atout essentiel d'un pays déve-

loppé. Elle permet l'épanouissement et le développement des capacités de chacun-e. Elle conditionne directement notre aptitude à faire face à l'évolution accélérée des nouvelles technologies pour développer la productivité du travail et produire efficacement. Contre les logiques financières qui conduisent aujourd'hui à réduire les moyens de l'école, de l'université et de la recherche, nous proposons au contraire d'investir en grand dans l'intelligence.

L'école de la réussite pour tous :

- Contre la volonté des forces libérales de faire de l'école un lieu de sélection d'une élite, bâtir une école de la réussite pour toutes et tous ;
- Contre le socle commun à minima nous opposons une culture commune de haut niveau ;
- Face à l'échec scolaire, créer un Fonds national d'action contre les inégalités permettant de financer les mesures de gratuité, la formation des enseignants confrontés à ce travail, la recherche et la lutte contre les inégalités territoriales ;
- Porter à 7% du PIB le budget de la nation consacré à l'éducation et adopter un plan de recrutement et de formation sur 5 ans de 150 000 enseignants et 45 000 personnels d'accompagnement ;
- Instaurer une gestion démocratique des lieux d'études.

L'enseignement supérieur ouvert à tous, une exigence moderne :

- Reconnaître la nécessité de l'enseignement supérieur pour la formation initiale et continue, l'accès aux qualifications et à l'emploi ;
- Adopter une loi de programmation sur 5 ans, rénover et construire des bâtiments universitaires afin d'accueillir les étudiants dans des conditions décentes ;
- Recruter les 5000 enseignants-chercheurs réclamés par les syndicats ;

- Adopter un statut d'autonomie pour les étudiants ;
- Donner aux universités les moyens financiers et pédagogiques d'appliquer la réforme du LMD (Licence-Master-Doctorat) et la mise en place des formations correspondant aux métiers de demain, en permettant toutes les coopérations possibles.

La recherche, changer de braquet :

- Financer à hauteur de 3% du PIB l'effort de recherche, mobiliser la puissance publique mais aussi les entreprises indispensables pour soutenir la recherche fondamentale, créer les emplois scientifiques nécessaires et organiser la recherche-développement favorisant l'innovation ;
- Mettre en synergie au sein de tous les pôles de compétence existants sur le territoire national - universités, organismes de recherche, entreprises - des projets ambitieux de développement.

Culture : non à la marchandisation

Aujourd'hui, les progrès technologiques, les grands moyens de communication et d'information pourraient permettre à chacune et chacun de s'approprier les connaissances, les savoirs, les productions culturelles et artistiques. Mais, en marchandisant la culture, le capitalisme fait d'immenses profits et la réduit à un simple divertissement ou à une activité réservée à celles et ceux qui en ont les moyens. Les communistes pensent au contraire que les arts et la culture doivent être des biens communs de l'humanité à partager librement. Ceux-ci sont constitutifs de l'épanouissement de chacun, de la compréhension et du respect de l'autre, de l'émancipation humaine.

Développer la création et les pratiques culturelles :

- Réintroduire l'enseignement des arts et le dialogue avec les artistes à l'école ;
- Porter le budget de la culture à 1% du PIB afin d'aider la création, développer la diffusion, les pratiques, l'emploi et la formation artistiques et culturels ;
- Rassembler élus, créateurs et citoyens à l'échelle locale, départementale, régionale et nationale pour des élaborations collectives des politiques publiques de la culture, une véritable démocratie culturelle.

Libérer la culture des logiques financières du marché :

- Interdire les concentrations dans le domaine de la production, de l'édition, de la diffusion et de la communication ;
- Légaliser le téléchargement individuel et familial en assurant la rémunération des auteurs ;
- Conforter, renforcer et démocratiser le service public audiovisuel, assurer son financement et supprimer la publicité sur les chaînes publiques et pour toutes les émissions enfantines.

Agir en faveur du pluralisme :

- Par le respect de la diversité et de l'exception culturelle en soutenant notamment la Charte de l'Unesco ;
- En favorisant les échanges et le métissage entre cultures dans le monde et dans notre pays.

Sports : pour une politique nationale incitative

Un fossé se creuse entre sport professionnel et sport pour tous. La démocratie recule dans la représentation des licenciés au sein des instances sportives. L'Etat se désengage avec la création envisagée d'une fondation de droit privé pour gérer le Fonds National pour le Développement du Sport.

- Aller vers 1% du budget de l'Etat pour la Jeunesse et Sport ;
- Développer l'enseignement et la pratique sportives à l'école ;
- Organiser une table ronde entre fédérations sportives et chaînes sur le montant des retransmissions des compétitions ;
- Augmentation de la taxation des droits TV en faveur du sport pour tous ;
- Obligation de diffuser sur les chaînes hertziennes le sport dans sa diversité ;
- Aller vers une directive européenne qui fixe un plafond pour les montants des droits de retransmission ;

Contre l'individualisme sans foi ni loi : une société d'égalité, de solidarité et de liberté

Loin de favoriser la cohésion sociale comme il le prétend, le capitalisme nous enfonce chaque jour un peu plus dans une société où les individus sont mis en concurrence et soumis à la loi du plus fort. Il développe et légitime ainsi la violence, l'intolérance, les discriminations, les inégalités, le repli sur soi et les communautarismes. Mais nous sommes très largement majoritaire à refuser cette perspective et ce modèle de société. Nous voulons au contraire construire ensemble une société d'égalité, de solidarité et de partage, de coopération et d'association, de liberté et de responsabilité, de respect de l'autre et de refus de toutes les discriminations. En bref, nous voulons vivre ensemble dans une société humaine et citoyenne.

- Création d'un fonds d'investissement pour la création et/ou la remise à niveau des équipements sportifs des villes ou villages qui en sont dépourvus ou sous-dotés ;
- Retour du principe 1 licencié 1 voix dans les instances fédérales sportives.

Agriculture et ruralité : des atouts à développer

La France bénéficie de ressources, en sol et en eaux, favorables aux productions agricoles diversifiées. Avec ses atouts naturels et ses savoirs ancestraux, l'agriculture et les industries de l'alimentation française pourraient par une réorientation de la PAC (politique agricole commune de l'Union européenne) contribuer à garantir des revenus aux travaux des paysans, dynamiser les territoires de la ruralité indispensables aux équilibres environnementaux et sociaux, garantissant qualité et sécurité alimentaires par :

- Un prix minimum des produits pour les producteurs ;
- L'intervention pour compenser la baisse conjoncturelle des prix et des inégalités de production par des aides publiques modulées et plafonnées ;
- Le «retour» à un mécanisme jumelant la préférence communautaire et des actions de coopérations avec les pays du sud ;
- Le maintien et le développement des services publics dans une ruralité vivante ;
- Retirer les produits agricoles et alimentaires des négociations internationales de l'OMC.

Laïcité : un acquis essentiel à revivifier

La laïcité est un acquis fondamental de notre pacte républicain. Aujourd'hui, les inégalités, le chômage, la précarité rongent la société. Cette faillite est une aubaine pour tous les communautarismes, les intégrismes religieux et politiques qui menacent la laïcité et la République. Il ne suffit pas de réaffirmer les principes de la laïcité ; il faut un électrochoc qui redonne du sens au «vivre ensemble».

- Organiser un grand débat public pour développer la laïcité dans les conditions de notre époque ;
- L'Etat doit être le garant de l'égalité d'accès aux services publics, de leur «neutralité», du respect du droit au culte ;
- Refonder le pacte républicain en faisant reculer les inégalités et en développant toutes les formes de solidarités ;
- Assurer l'égalité de traitement de toutes les religions ;
- Donner des moyens considérablement accrus à la lutte contre toutes les discriminations.

Sans justice sociale, la croissance est en panne

Le capitalisme ne s'intéresse qu'à la rentabilité financière. Au nom de la «compétitivité», il fait la chasse aux dépenses «sociales» - salaires, prélèvements sociaux, dépenses publiques, et développe l'insécurité sociale, le chômage, la précarité. Mais il étouffe ainsi l'économie en diminuant les «débouchés», en limitant le développement des capacités humaines ; et cherche à rentabiliser malgré tout, les masses énormes de capitaux disponibles en surexploitant les salariés, en les mettant en concurrence à l'échelle planétaire, et en développant la spéculation financière. C'est une logique absurde qui met les hommes au service de l'argent, au lieu de concevoir toute l'économie dans l'intérêt des êtres humains.

NOUS PROPOSONS UNE TOUT AUTRE LOGIQUE : FONDER LE DÉVELOPPEMENT SUR LA SATISFACTION DES BESOINS ET LA PROMOTION DES CAPACITÉS HUMAINES.

Vie associative : des moyens nouveaux

Les associations constituent un des piliers de la démocratie. Pour contribuer à leur vie et à leur rayonnement, nous proposons :

- ▶ La mise en place d'un véritable statut du bénévole ;
- ▶ L'augmentation et la sécurisation des subventions pour éviter l'instrumentalisation par le «subventionnement au projet» ;
- ▶ Le développement des Fonjep (Fonds pour les associations de jeunesse et d'éducation populaire)

Migrants : reconnaître leurs droits

Les migrants jouent un rôle important en France, tant sur le plan culturel qu'économique, notamment dans les luttes sociales et politiques. Les migrations de populations ont pris une nouvelle et durable dimension internationale. Pour une bonne part, elles résultent de la misère, conséquence des politiques colonialistes d'hier, et d'un ordre économique mondial injuste qui déstructure les sociétés et étouffe leurs possibilités de développement. Elles sont encouragées par des employeurs qui cherchent une main d'œuvre sans droits

et à bon marché. Les migrants sont aussi, souvent, des femmes et des hommes diplômés qui aspirent à une mobilité géographique et professionnelle garantie. Les solutions administratives et répressives sont inhumaines et inefficaces. Des «quotas» ne feraient que renforcer le pillage en faveur des employeurs des pays développés. Il faut au contraire :

Développer des partenariats avec les pays d'émigration afin de :

- ▶ Mettre fin à l'exode de la misère ;
- ▶ Assurer la liberté de circulation et la régularité du séjour des migrants.

Faire reculer les situations de clandestinité :

- ▶ Respect du droit d'asile
- ▶ Régularisation de tous les sans papiers avec un titre de séjour de 10 ans ;
- ▶ Suppression des visas de court séjour, des zones d'attente et des centres de rétentions.

Affirmer le principe d'égalité des résidents français et étrangers :

- ▶ Droit de vote à toutes les élections (après 3 ou 10 ans, selon qu'elles sont locales ou nationales) ;
- ▶ Égalité des droits, civils, politiques et sociaux (travail, logement...) ;
- ▶ Reconnaître le multiculturalisme et enseigner l'histoire et la culture des populations immigrées ;

- ▶ Reconnaître la responsabilité de la France dans la traite négrière, la colonisation et les conditions insupportables d'immigration, notamment en provenance des anciennes colonies françaises ;
- ▶ Abolition de la double peine ;
- ▶ Ratification de la convention de l'ONU sur la protection des travailleurs migrants et de leurs familles.

Lutte contre les discriminations : une grande cause nationale

Le combat contre toutes les formes de racisme, d'antisémitisme, d'intolérance, de sexisme et d'homophobie, de discriminations à l'égard d'une partie de la population, doit mobiliser toute la société, les acteurs éducatifs, sociaux, judiciaires. Nous proposons :

- ▶ Faire appliquer les lois sanctionnant les actes de discrimination dans l'accès à l'emploi, au logement... par une saisine rapide des instances de médiation et de la justice ;
- ▶ Démocratisation de la Haute autorité pour la lutte contre les discriminations, avec accroissement et décentralisation de ses moyens ;
- ▶ Constituer un corps d'inspecteurs de la lutte contre les discriminations ;
- ▶ Se doter des outils pédagogiques adaptés à l'enseignement de la réalité des religions ;
- ▶ Inclure dans les programmes d'enseignement la connaissance de la sexualité ;
- ▶ Inclure dans le cahier des charges des moyens audio-visuels l'obligation de diffuser ces éléments de connaissance par le biais d'émissions pluralistes grand public ; combattre les publicités sexistes ;
- ▶ Des actions positives pour corriger les discriminations sociales liées aux origines, au lieu d'habitation... Par exemple : financement d'études, pré-recrutement dans la Fonction publique.

Sécurité : sortir de la surenchère sécuritaire et garantir toutes les libertés

Le cycle violence-répression-violence est sans fin. Il faut avoir le courage de revenir sur les lois répressives successives (stigmatisation des populations, durcissement pénal, atteintes aux libertés individuelles et collectives) et privilégier résolument les solutions sociales et les mesures d'éducation, de prévention, de dissuasion, de réinsertion.

- ▶ Respect absolu des droits individuels ; police de proximité mieux formée, mieux rémunérée ;
- ▶ Service public de la justice démocratisé ;
- ▶ Développement de la Protection judiciaire de la jeunesse ;
- ▶ Réforme pénitentiaire qui développe l'alternative à l'emprisonnement, respecte la dignité des détenus et prépare leur sortie.

Démocratie : plus de pouvoirs aux citoyen-ne-s

L'expérience montre que les choix politiques sont toujours favorables à ceux qui participent directement à la prise des décisions. Il faut donc développer une démocratie de plus en plus participative en donnant aux citoyen-ne-s plus de pouvoirs directs d'intervention.

- ▶ Organiser des Etats généraux de l'information pour aller dans toute la société, y compris les entreprises, vers une véritable transparence de la vie publique ;
- ▶ Dé-professionnaliser la vie politique en partageant les responsabilités : établir la parité hommes/femmes partout et à tous les niveaux, réduire la durée et le cumul des mandats ;
- ▶ Droit direct de proposition : à chaque niveau - du conseil municipal au

- Parlement - 10% des citoyens doivent pouvoir saisir directement les assemblées délibérantes ;
- ▶ Revoir toute la décentralisation pour une véritable démocratisation, respectant les missions publiques de l'État et les services publics nationaux ainsi que les ressources des collectivités locales.
- ▶ Instituer la proportionnelle pour toutes les élections ;
- ▶ Ouvrir la perspective d'une VI^e République fondée sur la démocratie participative et la primauté des assemblées élues sur les exécutifs.

Entreprises : partager les pouvoirs pour garantir leur responsabilité sociale

Les actionnaires considèrent les entreprises comme leur «propriété privée» et ne les dirigent qu'en fonction de leurs intérêts. Pour que les entreprises assument leurs responsabilités sociales et environnementales, nous proposons :

- ▶ De nouveaux pouvoirs d'intervention des salariés sur les choix stratégiques. Droit pour les CE et les comités de groupes de faire suspendre tout plan social afin de présenter des projets alternatifs ;
- ▶ Un nouveau statut des grandes entreprises, qui ne peuvent être réduites à des sociétés d'actionnaires, permettant d'organiser un partage des pouvoirs avec les salarié-e-s et les élu-e-s concernés (du local au national) jusqu'à la définition des orientations stratégiques ;
- ▶ Mise en place de commissions de contrôle des fonds publics aux niveaux régional et local avec des syndicalistes, des élus, des représentants associatifs ;
- ▶ Mise en place de nouvelles règles de négociation collective : les accords doivent être signés par des organisations syndicales représentant une majorité de salariés.

Sauvons la planète !

Contre les apprentis sorciers qui sont prêts à mettre notre planète à l'encan pour maximiser les profits, nous voulons mobiliser chacune et chacun pour inventer un autre mode de croissance respectueux de la nature et de sa biodiversité ; nous voulons développer la recherche pour des énergies propres et renouvelables au service de tous les peuples, mettre de l'air respirable et de l'eau buvable à la disposition de tous, garantir une alimentation saine tout en bannissant la faim dans le monde. Utopie ? Oui mais l'utopie a toujours été la réalité de demain si nous savons nous en saisir et l'imposer !

L'argent au service des besoins sociaux de développement

Pour le libéralisme, le seul critère d'efficacité économique est de faire du profit. A l'inverse, nous proposons de concevoir l'économie pour la satisfaction des besoins sociaux et humains. Il faut donc changer les règles qui font qu'aujourd'hui «l'argent va à l'argent» ; et mettre en place de nouvelles, permettant d'orienter les masses immenses de capitaux disponibles vers les dépenses et les investissements socialement utiles.

Choisissons l'efficacité plutôt que la «rentabilité»

Concurrence, «compétitivité» et «rentabilité» sont les maîtres-mots du capital. Ils sont le prétexte de la logique de «baisse du coût du travail» qui entraîne tous les peuples dans une spirale de régressions sociale et de guerre économique.

A l'inverse, nous choisissons la coopération de co-développement et l'efficacité sociale. La meilleure façon de produire efficacement, c'est de développer tout à la fois les nouvelles technologies qui permettent de produire plus avec moins de travail ; et les qualifications des salariés, c'est à dire leur capacité à utiliser ces nouveaux moyens de la manière la plus performante.

Réhabiliter le travail ? Chiche !

En développant la formation, en reconnaissant les qualifications, et en le traduisant sur la feuille de paye.

Abroger le Pacte de stabilité :

Il a pour unique but de légitimer et d'organiser la baisse des dépenses publiques. Il enferme les pays de l'Union dans des politiques «libérales» de mise en cause des garanties sociales et des services publics. Nous proposons de l'abroger et de :

- ▶ **Mettre en place des coopérations** visant : le partage des dépenses lourdes (recherche, infrastructure...), la mise en commun de ressources et l'harmonisation par le haut des politiques fiscales ;
- ▶ **Instaurer des critères d'efficacité sociale contre les gâchis d'argent public**, avec un contrôle citoyen décentralisé de l'utilisation de cet argent ;
- ▶ **Immédiatement exclure de l'évaluation des déficits publics**, requis par le pacte de stabilité, les dépenses d'infrastructures, de recherche, d'éducation, de culture, de santé et celles concernant l'emploi.

Une réforme radicale des prélèvements sociaux...

- ▶ **Modulation des taux de cotisations** des entreprises en fonction de leurs politiques d'emploi et de développement (plus élevés pour celles qui licencient et compriment les salaires, plus bas pour celles qui développent l'emploi, les salaires et la formation) ;
- ▶ **Mise à contribution des revenus financiers des entreprises** au même niveau que les salaires (rapport de plus de 20 milliards d'euros par an pour la seule assurance maladie).

... et fiscaux :

- ▶ **Allègement de la charge fiscale sur les foyers aux revenus modestes et moyens ;**
- ▶ **Réforme de la taxe professionnelle pour y inclure les actifs financiers** des entreprises avec un **Fonds national assurant une péréquation** des ressources entre les collectivités ;
- ▶ **Modulation de l'impôt sur les sociétés pénalisant les produits financiers** en encourageant l'activité réelle créatrice de richesses et d'emplois.

Une mobilisation du crédit et de la monnaie pour l'emploi :

Le crédit permet annuellement la mise à disposition de l'économie de 1 610 milliards d'euros dont une partie exorbitante sert aujourd'hui à financer les délocalisations, les placements financiers et la spéculation. Il faut changer de logique en mettant en place un système de «crédit sélectif» favorisant les investissements socialement utiles :

- ▶ **Création de Fonds régionaux et nationaux pour l'emploi et la formation**, alimentés notamment par recyclage des 20 milliards d'exonération de cotisations sociales patronales. Prenant en charge sous le contrôle des salariés et des élu-es tout ou partie des intérêts payés aux banques par les entreprises sur leurs crédits d'investissement, ils permettront d'orienter les financements en faveur de l'emploi efficace ;
- ▶ **Mise en place d'un pôle financier public** : regroupant notamment la

Caisse des dépôts, la Poste, la BDPME, l'ANVAR, le Crédit Foncier, la CNP, la Caisse nationale des Caisses d'épargne... il sera chargé de développer une nouvelle mission de service public du crédit ;

- ▶ **Nouveau rôle de la BCE** : en «refinçant», par création monétaire, l'activité utile et l'emploi, elle doit participer activement au système de crédit sélectif : abaisser les taux d'intérêts en fonction de l'objectif des investissements programmés, de leur incidence sur l'emploi et la formation. Elle doit être placée sous le contrôle des parlements européens et nationaux.

Politiques économiques : se donner une véritable ambition

Le libéralisme a abandonné de fait toute ambition d'action publique de soutien au développement d'activités nouvelles créatrices d'emplois. Nous proposons :

- ▶ Un effort de recherche et d'innovation largement accru dans le public comme dans le privé ;
- ▶ Un effort national et européen pour une nouvelle politique industrielle apte à soutenir de grandes ambitions structurantes notamment dans les biotechnologies et les industries de la santé, l'énergie, l'électronique du futur, le spatial, les transports, les nouveaux matériaux etc. Cet effort doit concerner les services publics. Il doit cibler aussi l'aide au développement des PME.

Environnement : préserver l'avenir de la planète par des règles mondiales

Pillage des ressources, marchandisation des «biens communs» essentiels comme l'eau, l'énergie etc, effet de serre : la planète est désormais en danger. La France doit mettre tout son poids pour faire prévaloir une vision durable et solidaire du développement. Il faut agir pour une redéfinition des modes de production, de consommation et

d'échanges, d'un autre type de croissance, rompant avec les règles du capitalisme mondialisé.

- ▶ Des services publics mondiaux pour gérer les «biens communs» à toute l'humanité : air, eau, énergie... ;
- ▶ Application du protocole de Kyoto contre l'effet de serre ;
- ▶ Travailler les complémentarités entre les différentes sources d'énergie ;
- ▶ Renforcer la recherche en faveur des énergies renouvelables afin de remplacer progressivement les énergies fossiles à l'origine de l'effet de serre ;
- ▶ Développer les recherches scientifiques et les débats citoyens sur la préservation de la planète ;
- ▶ Moratoire sur les cultures d'OGM pour permettre un grand débat public.

Europe : un traité pour une grande ambition sociale démocratique et de paix

L'emploi, la justice sociale, le développement humain, la paix ont besoin de l'Europe. Mais celle-ci n'agit pas pour ces objectifs : elle les sacrifie. L'Europe actuelle est une Europe libérale : les institutions que lui ont donné les traités successifs, notamment celui de Maastricht en 1992, et les décisions que prennent ses instances dirigeantes sont conçues pour favoriser une véritable dictature des marchés financiers. Elle peut, à l'inverse, contribuer puissamment à promouvoir d'autres logiques pour un autre monde.

- ▶ Transformation du statut et des missions de la BCE. Aujourd'hui «indépendante», elle est «arme fatale» des marchés financiers. Elle doit être placée sous le contrôle des institutions élues et mise au service de politiques économiques favorisant le progrès social ;
- ▶ **Abrogation des directives européennes de casse des services publics** et des droits sociaux ;
- ▶ **Les services publics** ne doivent pas être des «exceptions» à la règle de la concurrence généralisée, mais les **pilliers de la construction européenne** ;
- ▶ Institution d'une véritable **Charte des droits fondamentaux** fondant la

«Non» au référendum. Le rejet de ce carcan libéral ouvrira du même coup la voie à un autre avenir pour l'Europe, un traité renégocié.

citoyenneté de l'Union et **refonte des institutions européennes**, notamment par l'élargissement des pouvoirs du Parlement européen, le renforcement du rôle des parlements nationaux, l'instauration d'une véritable démocratie participative et paritaire ;

- ▶ **L'Union européenne doit s'extirper de la tutelle des États-Unis**, s'affranchir des politiques de l'OTAN, prendre des initiatives pour la **solution pacifique des conflits** et s'impliquer dans une politique active de **co-développement**.

Monde : choisir la paix, la démocratie et le co-développement durable et solidaire

Guerre américaine en Irak, pillage des ressources de la planète, enfoncement des peuples du Sud dans l'oppression et la misère, ravages du Sida en Afrique, montée des fanatismes, terrorisme... Ces fléaux ne sont pas une fatalité. Si la «mondialisation» se fait au profit des riches pour le malheur des pauvres, c'est qu'elle est «conçue pour cela aujourd'hui, qu'elle est dirigée par les firmes multinationales et leur «bras armé», les États-Unis. Mais une autre mondialisation se fait de plus en plus entendre : celle qui permettrait aux peuples d'unir leurs efforts pour résoudre les grands problèmes d'énergie, d'eau, de réchauffement de la planète, de lutte contre le Sida ou le cancer ; celles qu'expriment l'immense mouvement de solidarité après la catastrophe en Asie, les mobilisations pour la paix, les forums sociaux mondiaux et européens, les aspirations croissantes à la démocratie, à l'égalité entre les êtres humains, au respect de la planète : oui, un autre monde est possible. Au 21^e siècle, l'humanité doit se fixer l'objectif :

De supprimer définitivement les guerres.

Celles-ci ne sont jamais la bonne réponse. Elles ne combattent pas, mais avivent les haines, le terrorisme, le chaos, comme on le voit en Irak :

- ▶ **Retrait des troupes d'occupation en Irak** pour permettre au peuple irakien de choisir librement son destin et retour à la l'égalité internationale avec l'appui de l'ONU ;
- ▶ **Toutes les chances d'une paix durable pour les peuples israélien et palestinien** doivent être saisies après l'élection présidentielle en Palestine ; Démantèlement du mur d'annexion, retrait des colonies et création d'un Etat palestinien dans les frontières de 1967, avec Jérusalem-Est comme capitale, vivant dans une sécurité partagée avec Israël ;
- ▶ **Démilitarisation et démocratisation des relations internationales**. Le rôle de l'ONU doit être revalorisé pour contribuer à la prévention des conflits et à la reprise du désarmement, à la réduction des dépenses militaires, à la répression du trafic d'armes. Substituer à l'OTAN un système de sécurité européen indépendant des États-Unis.

De mettre en place une politique mondiale de co-développement :

- ▶ **Suppression de la dette ;**
- ▶ **Aide publique au développement porté à 0,7% du PIB ;**
- ▶ **Démocratisation des institutions financières internationales**, contrôlées par l'ONU ;
- ▶ **Aller vers une monnaie commune mondiale de co-développement**, à partir d'une profonde réforme des Droits de Tirages Spéciaux (DTS) du FMI pour en finir avec la suprématie du dollar ;
- ▶ **Taxer les marchés de devises au profit des fonds des Nations-Unies** contre la pauvreté, et instituer la «Taxe Tobin» pour financer le co-développement ;
- ▶ **Suspendre les négociations sur l'AGCS ; faire le bilan des décisions antérieures ; retirer des négociations les activités qui concourent au développement humain solidaire.**

UN AUTRE MONDE EST POSSIBLE

L'essor des connaissances, des techniques et des arts, la révolution des technologies de l'information et de la communication ouvrent à notre époque des possibilités fabuleuses de développement humain durable et solidaire. Et pourtant, une petite minorité monopolise des richesses incroyables, exploite et pille les ressources naturelles et humaines alors qu'une part croissante de la population jusque dans les pays les plus riches, connaît difficultés, insécurité et misère. C'est insupportable et dangereux. Une autre vie, une autre civilisation sont des nécessités urgentes pour notre pays, pour l'Europe, pour le monde entier.

L'impasse du capitalisme

On nous serine tous les jours que ce n'est pas possible, que le «socialisme» a échoué, que même la social-démocratie se met à l'heure du libéralisme. La vérité est que ce qui a échoué, c'est une conception archaïque du socialisme, étatiste, autoritaire. Mais l'humanité et la planète souffrent plus que jamais de la logique aveugle du capitalisme et du productivisme. Pression sur les salaires, chômage, précarisation, intensification du travail, coupes sombres dans les dépenses «sociales» : la surexploitation étouffe les véritables moteurs du développement : l'élévation des capacités humaines, et du pouvoir d'achat des

salariés et de leur famille, le respect de la nature et du caractère soutenable de la croissance, l'émergence d'une démocratie authentiquement citoyenne.

La fuite en avant réactionnaire

C'est l'impasse dont le capitalisme tente de sortir par une fuite en avant réactionnaire sans issue. Il étend l'exploitation à toute la société, jusqu'à la culture, l'école, la santé. Tout doit devenir marchandise, s'acheter et se vendre, l'eau, l'énergie et même les organes du corps humain. Il retourne les progrès technologiques contre les êtres humains, leur avenir et celui de leur environnement. Il «délocalise» pour trouver du travail encore moins cher, des femmes et des hommes avec moins de droits pour se défendre, des ressources plus faciles à exploiter. Et il stérilise dans les placements financiers et la spéculation les capitaux qu'il n'arrive plus à rentabiliser suffisamment dans la production.

Face à cette recherche exclusive du profit, les femmes et les hommes, l'intérêt général ne comptent pas. Ce système se nourrit des inégalités et les exacerbe. Il prône le chacun pour soi, la loi du plus fort, accentue les dominations et les discriminations sociales, sexuelles et ethniques. Il creuse les fractures et avive les tensions dans la société et dans le monde. Il pille les ressources naturelles et menace l'avenir même de la

planète. Et aux désordres qu'il provoque lui-même, il ne répond que par la violence sécuritaire et la guerre sous la houlette de la superpuissance américaine.

La possibilité concrète d'un grand progrès de civilisation

Un autre monde est possible. Au lieu de régresser vers la misère, la violence et l'insécurité, l'humanité peut se donner l'objectif d'un formidable bond en avant de civilisation. Cela nécessite de s'affranchir des dogmes du libéralisme et du productivisme, de la guerre économique, de l'acceptation des inégalités, des communautarismes et autres fondamentalismes... Et d'avoir le courage et la volonté politique de lutter contre les intérêts puissants des marchés financiers et des multinationales pour faire prévaloir des choix conformes à l'intérêt général.

Salarié-e-s, citoyennes et citoyens, peuples de tous les pays : unissons-nous !

L'humanité est à la croisée des chemins : s'enfoncer dans une crise de civilisation aux conséquences incalculables ; ou se libérer des logiques ultralibérales du capitalisme mondialisé et construire avec les peuples du monde un co-développement soutenable et solidaire. Les démocrates, les progressistes ont une immense responsabilité : le bonheur est à nouveau une idée neuve et accessible. En France, en Europe, dans le monde, rassemblons-nous pour avoir ensemble la force de résister et de faire avancer d'autres choix. A la mondialisation du capital, opposons la mondialisation de la solidarité !



PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS, un parti libre pour construire un monde juste

Le Parti communiste français est un collectif militant. Ensemble, organisé-e-s, nous sommes plus fort-e-s pour faire face à la droite et à l'extrême droite, pour construire une alternative crédible de société, pour changer la politique. Notre militantisme est riche, solidaire, démocratique. Rejoignez-le !

- Je souhaite être informé-e des initiatives du Parti communiste français
- Je décide d'être membre du Parti communiste français

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
E-mail _____

Renvoyer à : PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19 -
web : www.pcf.fr - E-mail : pcf@pcf.fr

L'EUROPE QUE NOUS VOULONS N'EST PAS CELLE des Chirac, Sarkozy, Berlusconi... NON à la constitution Giscard

- Je désire être informé-e des initiatives prises pour le «NON»
- Je souhaite contribuer à ces initiatives

Je verse _____ € pour aider au financement de la campagne référendaire
(Chèque à l'ordre de : Association de financement du PCF)

Nom _____ Prénom _____
Adresse _____
E-mail _____

Renvoyer à : PCF - 2, place du Colonel-Fabien 75167 Paris Cedex 19 -
web : www.pcf.fr - E-mail : pcf@pcf.fr